



Communiqué de presse

La colère des professionnels de l'éducation

Le discours d'Édouard Philippe soulève dans la profession une vague de colère qui ne peut que renforcer la détermination des personnels contre le projet de réforme des pensions. Tout en réclamant du programme du CNR, le 1er ministre propose aux salariés de revenir sur près de 75 ans d'histoire sociale et d'abandonner toute référence collective à des annuités et au taux de remplacement. La retraite n'est plus un droit pour tous les salariés mais la rémunération de points acquis pour chaque heure travaillée. Les annonces sont sans surprise et le gouvernement se paye même le luxe de quelques provocations supplémentaires : Edouard Philippe a ainsi martelé sa volonté de faire travailler plus longtemps les salariés, éludant les questions de financement des retraites, mais aussi des conditions de travail et d'emploi en fin de carrière. Les engagements sur le montant de pensions des enseignants ne sont pas crédibles.

Les Retraites : un prétexte pour changer nos métiers

Quant au Ministre de l'Éducation Nationale, après deux grèves majoritaires dans le second degré, il confirme que la revalorisation des personnels n'est pas son principal objectif : il conçoit la réforme des retraites comme une opportunité pour redéfinir le métier enseignant. Alourdissement des tâches, allongement du temps de travail, C'est un projet qu'il a déjà évoqué à plusieurs reprises, tout comme le président de la République dans son discours de Rodez... C'est faire bien peu de cas du mal-être qui s'exprime de manière visible et très vive depuis plusieurs mois dans l'Éducation Nationale. Dans ce contexte, les déclarations sur le bien-être au travail sonnent comme un nouveau signe de mépris.

Culot, cynisme et foire au mépris

Le Ministre se paye le luxe d'évoquer des « contreparties » que l'on pourrait exiger des professeurs. L'abandon d'une partie des congés est évidemment suggéré dans cette proposition... Ils osent tout !

Le SNES-FSU encourage donc toutes les actions en cours : reconduction de la grève, rassemblements, grève le 12 décembre, informations auprès de la population, interpellation des élus et candidats aux municipales et appelle les personnels à être massivement en grève le 17 décembre.